L'actualité des 15 derniers jours réservée aux abonnés de Kheox

20/06/2019

Abords de monuments historiques : les codes du patrimoine et l'urbanisme modifiés

Un décret modifie « les dispositions relatives à la procédure de périmètre délimité des abords de monuments historiques afin de prendre en compte la possibilité pour l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale de proposer ces périmètres » indique la note. **Fin** pour l'application des articles 56 et 63 de la **loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018**, ce texte précise « les conditions dans lesquelles l'autorité compétente peut proposer un projet de décision à l'architecte des Bâtiments de France » et prévoit également les modalités d'accès à un médiateur dans le cadre du recours de demandeur contre l'avis de l'architecte des Bâtiments de France" ainsi que "les modalités de mise à disposition du public de la décision du préfet de région prise suite au recours administratif de l'autorité compétente contre l'avis de l'architecte des Bâtiments de France".

"Il met en cohérence les dispositions réglementaires du Code de l'urbanisme avec les dispositions législatives concernant, d'une part, le recours de l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme contre l'avis de l'architecte des Bâtiments de France devant le préfet de région, d'autre part, le régime de travaux pour les annexes-relais de radiodiffusion mobile et les projets liés à la réhabilitation de l'habitat indigne. Enfin, le décret introduit une dispense de recours collectifs à l'architecte – jusqu'à son entrée en vigueur – en matière de projets (CUMA) pour les constructions neuves, à la fois la surface de plancher ou l'emprise au sol n'exécèdent pas 800 m²".

Décret n° 2018-1017 du 21 juin 2018 (NOR : LOGL1903811D) relatif aux abords de monuments historiques ; aux sites patrimoniaux remarquables ; et à la dispense de recours à un architecte pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Source : [lemoniteur.fr](#), 24 juin 2018 Pour en savoir plus : [Lien](#) [Lien](#) : [ce qui va changer pour l'architecture, le patrimoine et le paysage](#).

NORME
Plus d'une vingtaine de textes normatifs inédits accessibles sur Kheox

De nouvelles normes sont accessibles sur la base Kheox depuis le 21 juin dernier. Cette mise à jour regroupe :

- le fascicule de documentation **FD P74-205** (Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des papiers peints et revêtements muraux – Lexique des termes usuels) ;
- le fascicule de documentation **FD CENTR 13200-2** (Installations pour spectacles – Partie 2 : critères des espaces de services – Caractéristiques et de sécurité incendie) ;
- le **DTU 61.1.P1 COMPIL 1** (Travaux de bâtiment – Installations de gaz dans les locaux d'habitation – Partie 1 : terminologie – Texte complé de la norme NF P45-204-2 de décembre 2001 et de son amendement 1 d'août 2009) ;
- le **DTU 61.1.P2 COMPIL 2** (Travaux de bâtiment – Installations de gaz dans les locaux d'habitation – Partie 2 : cahier des clauses techniques – Dispositions générales – Texte complé de la norme NF P45-204-2 de décembre 2001 et de ses amendements 1 d'août 2009 et 2 de juin 2010) ;
- le **NE DTU 40.20.P1.3** (Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des écrans de sous-toiture – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types) ;
- la norme **NE S61-970** (Règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (SDI)) ;
- le **NE DTU 39.P4** (Travaux de bâtiment – Travaux de vitrerie-miroiterie – Partie 4 : mémento calculs des épaisseurs de vitrages) ;
- la norme **NE EN ISO 12044-1** (Primitives et vernis – Abrasion des structures en acier par systèmes de peinture – Partie 5 : systèmes de peinture) ;
- le **NE DTU 34.P1.P2** (Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des fermetures et stores – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux) ;
- la norme **NE EN 12453** (Portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels – Sécurité d'utilisation des portes et portails motorisés – Exigences et méthodes d'essai) : [lire l'actu-veille associée](#) ;
- la norme **NE S61-931-12** (Systèmes de sécurité incendie (S.S.I.) – Dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) – Partie 12 : écran mobile de cantonnement) ;
- la norme **NE EN 1090-2** (Exécution des structures en acier et des structures en aluminium – Partie 2 : exigences techniques pour les structures en acier) ;
- la norme **NE EN 13032-2** (Lumière et éclairage – Mesure et présentation des données photométriques des lampes et luminaires – Partie 2 : Présentation des données utilisées dans les lieux de travail intérieurs et extérieurs) : [lire l'actu-veille associée](#) ;
- la norme **NE EN 13756** (Planchers en bois et parquets – Terminologie) ;
- la norme **NE ISO 683-4** (Aciers pour traitement thermique, aciers alliés et aciers pour découpe – Partie 4 : aciers pour découpe) ;
- le **NE DTU 51.4.P1.1** (Travaux de bâtiment – Plâtrage extérieur en bois – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types (CCT)) : [lire l'actu-veille associée](#) ;
- le **NE DTU 51.4.P1.2** (Travaux de bâtiment – Plâtrage extérieur en bois – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGM)) : [lire l'actu-veille associée](#) ;
- le **NE DTU 43.P1-1/A1** (Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité – Partie 1-1 : cahier des clauses techniques types (CCT)) ;
- le **NE DTU 43.P1-2/A1** (Travaux de bâtiment – Mise en œuvre des toitures en tôles d'acier nervurées avec revêtement d'étanchéité – Partie 1-2 : critères généraux de choix des matériaux (CGM)) ;
- la norme **NE C13-200** (Installations électriques à haute tension pour les sites de production d'énergie électrique, les sites industriels, tertiaires et agricoles) : [lire l'actu-veille associée](#) ;
- le **NE DTU 51.4.P2** (Travaux de bâtiment – Plâtrage extérieur en bois – Partie 2 : cahier des clauses administratives spéciales types (CSST)) : [lire l'actu-veille associée](#) ;
- le fascicule de documentation **FD C17-108** (Protection foudre pour l'habitat individuel) ;
- la norme **NF D11-201 COMPIL 1** (Équipements sanitaires – Lavabos – Conditions de montage et d'installation pour l'insertion des personnes handicapées – Texte complé de la norme NF D11-201 de septembre 2009 et de son amendement A1 de janvier 2018) ;
- la norme **NE X46-101** (Représage amiable – Représage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les navires, bateaux et autres constructions flottantes – Mesure et métrologie) : [lire l'actu-veille associée](#).

NORME
Matériels de lutte contre l'incendie : la norme NF S 62-200 modifiée

La norme NF S 62-200 de juin 2019 concerne les matériels de lutte contre l'incendie, et plus spécifiquement les poteaux et bouches d'incendie sous pression. Elle définit les règles d'installation, de réception et de maintenance des poteaux et bouches d'incendie raccordés à un réseau d'eau sous pression, aussi bien sur le domaine public que privé. Ce texte s'applique à l'ensemble des installations à partir de la bride d'entrée du poteau ou de la bouche d'incendie.

Ce document remplace la norme **NF S 62-200** d'août 2009, modifiant son plan et lui apportant une révision d'ensemble.

La nouvelle norme sera mise en ligne prochainement sur Kheox.

NORME
Revêtements muraux décoratifs en rouleaux

Homologuée en juin 2019, la norme NF EN 15100 de juin 2019 porte sur les revêtements muraux décoratifs, traitant plus particulièrement des rouleaux.

Elle s'applique à tous les revêtements muraux en rouleaux destinés à être posés sur les murs intérieurs, les cloisons ou les plafonds au moyen d'une colle et dont la vocation est principalement esthétique. Certains revêtements peuvent conférer des propriétés mineures d'absorption acoustique et de résistance thermique.

Elle prévoit l'évaluation et la vérification de la constance des performances (EVCPT) des caractéristiques et le marquage de ces produits.

Les normes européennes relatives aux revêtements muraux en rouleaux auxquelles est lié le présent document et qui fournissent des définitions de produit et des exigences supplémentaires, comprennent :

- papiers peints feins, revêtements muraux vinylés et revêtements muraux en plastique (NF EN 233) ;
- revêtements muraux pour décoration ultérieure (NF EN 234) ;
- revêtements muraux texturés (**NE EN 266**) ;
- rouleaux en liège (NF EN 13085) ;
- revêtements muraux à usage intense (NF EN 259-1).

Ce nouveau texte remplace la norme **NF EN 15102-A1** de novembre 2011, lui apportant une révision complète.

Il sera prochainement publié sur Kheox.

M CLASSEUR À MISE À JOUR
Actualisation trimestrielle du Guide Bonhomme : Code de la commande publique, accessibilité, sécurité incendie...

L'actualisation trimestrielle de juin 2019 du *Guide Bonhomme* de la maîtrise des projets de bâtiments a été l'occasion de mettre à jour de nombreux dossiers afin de tenir compte de l'actualité, notamment :

- de la publication du Code de la commande publique, régissant les contrats de la commande publique, suivant une distinction entre les marchés publics et les concessions (issu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du **décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018**, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019) ;
- de la publication de **l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1802292A)** précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- de la modification de **l'arrêté du 24 décembre 2018 (NOR : ETL1511145A)** relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons par arrêté du 27 février 2019 ;
- de la modification de **l'arrêté du 8 décembre 2014 (NOR : ETL1413935A)** fixant les dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public, par arrêté du 27 février 2019 ;
- de la modification de l'arrêté du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité incendie des ERP, par arrêté du 10 mai 2019 ;
- de la modification de **l'arrêté du 30 décembre 2011 (NOR : GOC1117012A)** portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur, par arrêté du 10 mai 2019 ;
- de la publication du **décret n° 2019-88 du 11 février 2019** de **l'arrêté du 1^{er} mars 2019 (NOR : CPN180642A)** **arrêté du 26 mars 2019 (NOR : LCC1190356A)** et de **l'arrêté du 27 mars (NOR : LCC1190357A)** relatif au crédit ou réduction d'impôt.

Sont ainsi mis à jour les dossiers suivants :

- concernant le coût et le financement du projet, les **dossiers L 300, L 302, L 304, L 306, L 307 et L 603** ;
- concernant le suivi d'une opération, les **dossiers H 110, H 114, H 140, H 143** ;
- concernant les portes et leurs équipements, les **dossiers V 601, V 602, V 603, V 604** ;
- concernant le secour d'œuvre et les équipements, les **dossiers V 301, V 340, V 720, V 102, V 105** ;
- concernant la voirie, les **dossiers V 130, V 131, V 150**.

Pour en profiter pleinement, connectez-vous dès à présent sur Kheox.fr. Bonne lecture !

NORME
Homologation d'une norme inédite définissant les règles de calcul des planchers à poutrelles en béton

Homologuée en juin 2019, la norme NF P 19-205 de juillet 2019 traite des règles de calcul des planchers à poutrelles en béton.

Elle définit ces dernières pour les planchers à poutrelles en béton armé ou précontraint utilisés conjointement avec des entrevous pour des ouvrages, tels que définis à l'article 1 du NF DTU 23.5.P1-1.

Le texte reprend et complète certaines annexes informatives de la **NF EN 15037-1**, relatives à la partie conception, et les rend normatives. Il fait office de référence pour la conception des planchers à poutrelles et entrevous.

Cette nouvelle norme sera prochainement disponible sur Kheox.

M CLASSEUR À MISE À JOUR
Dans la dernière mise à jour du classeur Sécurité incendie : accessibilité, parties communes en bois dans les bâtiments d'habitation, défense contre l'incendie...

Quel doit être le pourcentage de logements accessibles dès la construction ? Les espaces d'attente sécurisés sont-ils la solution à privilégier en ERP ? En quel les bâtiments d'habitation « tout bois » remettent-ils en question la sécurité des parties communes ?

Sécurité incendie aborde ces différentes problématiques et vous offre une analyse complète de la réglementation et de ses applications concrètes.

Accessibilité

Le décret n° 2019-305 du 11 avril 2019 reprend les principes énoncés par la loi **Fin** **20 % de logements accessibles** **remblés** et **80 % de logements** **voies** (FCH 17.01). Il modifie également les **dispositions relatives à l'installation d'ascenseurs dans les bâtiments d'habitation collectifs** (fiche 17.014).

Une nouvelle synthèse relative à **l'évaluation des personnes handicapées en cas d'incendie dans les établissements recevant du public** (fiche 1.116) rassemble tous les éléments nécessaires au choix des stratégies en neuf comme en rénovation.

Les règles de compétences et de procédures particulières en matière d'accessibilité dans les bâtiments du ministère de la Défense sont précisées par le **décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018** (fiche 17.015), pris sous l'application de **l'article L 1111-8-3-2 du Code de la construction et de l'habitation** (fiche 17.011).

Parties communes en bois dans les bâtiments d'habitation

Les règles liées à l'utilisation du bois dans les parties communes de bâtiments d'habitation (fiche 13.04), notamment dans le cadre de constructions entièrement en bois, ont fait l'objet d'une étude Elocus/CSTB.

Défense contre l'incendie

Le délai imparti aux préfets pour la définition des **règles de défense contre l'incendie** (fiche 19.04), par le biais de règlements départementaux, est maintenant défini. L'ancien référentiel, constitué principalement de la circulaire du 10 décembre 1951, ne doit plus être utilisé.

Non-conformités majeures dans les installations classées pour la protection de l'environnement

Les **non-conformités majeures** (fiche 21.01) sont désormais fixés par un arrêté générique pour les rubriques ne possédant pas d'arrêté ministériel de prescriptions.

Établissements recevant du public

Retrouvez dès la prochaine mise à jour les modifications apportées au règlement de sécurité incendie des établissements recevant du public, par les arrêtés du 10 mai 2019, portant principalement sur les conditions d'emploi de certains fluides frigorigènes dans les installations de traitement d'air.

NORME
Fixations pour béton : un nouveau fascicule de documentation publié

Le fascicule de documentation FD CENTR 17079 de mars 2019 se rapporte aux systèmes redondants non-structurés.

Il fournit des règles de calcul pour les fixations utilisées pour le raccordement de systèmes non structuraux légers statiquement indéterminés (tels que des plafonds suspendus, tuyauteries, conduits, par exemple) à des éléments en béton tels que les murs ou les planchers.

Il vient en complément et en alternative aux dispositions de la NF EN 1992-4:2018 relatives aux rails d'ancrage.

Ce document sera mis en ligne prochainement sur Kheox.

NORME
Définition et description du verre de silicate sodo-calcique de sécurité trempé thermiquement

La norme NF EN 12150-1+A1 de mai 2019 concerne le verre dans la construction, et plus particulièrement le verre de silicate sodo-calcique de sécurité trempé thermiquement.

Elle couvre les tolérances, la planéité, la finition des bords, la fragmentation et les caractéristiques physiques et mécaniques du verre de silicate sodo-calcique plat monolithique de sécurité trempé thermiquement destiné à être utilisé dans la construction.

Ce document remplace la norme homologuée **NF EN 12150-1** de novembre 2015, lui apportant une révision limitée. Des modifications ont ainsi été apportées dans l'Avant-propos européen, l'Article 5, et les paragraphes 6.3.2, 6.3.3, 6.3.3.1, 6.3.3.3, 6.3.3.4, 6.3.7 et 94.

Le texte sera mis en ligne prochainement sur Kheox.

TEXTE OFFICIEL
Demande d'autorisation environnementale : mise en place d'un modèle national obligatoire

L'arrêté du 28 mars 2019, paru au Journal Officiel du 14 juin 2019, vise à mettre en place un formulaire CERPA pour la constitution du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Il fixe un modèle national pour les demandes d'autorisation environnementale relative aux projets soumis à autorisation au titre de la législation sur l'eau ou de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce modèle prend la forme d'un formulaire homologué CERPA.

Les dispositions de ce nouvel arrêté seront rendues obligatoires dès le 15 juin 2019.

Arrêté du 28 mars 2019 (NOR: TREP1916072A) fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale.

NORME
Lutte contre l'incendie : homologation de la norme NF EN 15276-2

Homologuée en avril 2019, la norme NF EN 15276-2 de mars 2019 porte sur les systèmes d'extinction à aérosol.

Elle spécifie les exigences et les méthodes de conception, d'installation et de maintenance et sécurité des systèmes d'extinction à aérosol condensés et les caractéristiques des agents extincteurs, ainsi que les types de lieux pour lesquels ils sont appropriés.

Elle couvre également l'utilisation des systèmes d'extinction à aérosol condensé pour des applications de royaume total. Elle n'est cependant pas applicable aux applications de suppression d'effluents, et ne traite pas des exigences liées.

Elle remplace le FD CENTR 15276-2 de février 2008, apportant une révision technique de la norme.

Le nouveau texte sera bientôt disponible sur Kheox.

NORME
Du nouveau pour le NF DTU 58.1 relatif aux plafonds suspendus modulaires

Le NF DTU 58.1 de juin 2019, homologué en mai 2019, est relatif aux plafonds suspendus modulaires.

La Partie 1-1 s'applique aux travaux d'exécution des plafonds suspendus modulaires réalisés à l'intérieur des bâtiments et constitués d'éléments d'habillage et de système de suspension définis dans le NF DTU 58.1.P1-2.

Le document couvre les locaux d'usage public tel que, neufs ou existants. En revanche, les locaux à ambiance négative (locaux frigorifiques) et les locaux présentant un risque de projection d'eau liquide sur le plafond ne sont pas visés.

Le texte traite de la mise en œuvre des plafonds suspendus modulaires installés sous une structure portante qui peut être en bois (charpente ou plancher haut), en métal, en béton, ou autre matériau, ainsi que les plafonds modulaires autoportants. Ceux-ci peuvent être discontinus sur le plan horizontal et démontables à l'installation sans une protection contre l'incendie. Leur aspect de surface peut être lisse, perforé, plan, nervuré, etc. Les parois verticales isolées ne sont pas traitées par ce document.

Il remplace le **NE DTU 58.1.P1.1** de décembre 2008, révisant la norme et ajoutant la mise en œuvre des plafonds suspendus modulaires électriques.

La Partie P1-2, de son côté, a pour objet de fixer les critères généraux de choix des matériaux utilisés pour l'exécution des plafonds suspendus visés par le NF DTU 58.1.P1.1 (CCT).

Ce document remplace le **NE DTU 58.1.P1-2** de décembre 2008, apportant une révision de la norme.

La partie 2, enfin, vise à définir les clauses administratives spéciales aux marchés de travaux d'exécution de plafonds suspendus modulaires faisant l'objet du NF DTU 58.1.P1.1 (CCT).

Le texte remplace le **NE DTU 58.1.P2** de décembre 2008, révisant la norme. L'intégralité du nouveau DTU sera prochainement accessible sur Kheox.

NORME
Quêles exigences pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage raccordées à un réseau public ?

La norme expérimentale XP C 15-712-3 de mai 2019 est relative aux installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution.

Elle contient les exigences pour ces équipements.

Le document concerne les installations PV à basse tension avec un dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution à basse ou haute tension. Les modules a.c. (module PV et onduleur associé) ne sont pas pris en compte, leur installation étant soumise aux règles de la **NE C 15-100**.

Le texte réactualise la norme expérimentale XP C 15-712-3 de février 2016 avec les modifications principales suivantes :

- ajout de références normatives relatives aux normes batteries ;
- ajout des conditions de sécurité de mise en œuvre des batteries Li-Ion dans un local batterie.

La norme sera mise en ligne prochainement sur Kheox.

NORME
Normes de mosaïque de pâte de verre : remplacement de la norme NF-P 61.341

Homologuée en mai 2019, la norme NF P 61-341 de juin 2019 concerne les panneaux de mosaïque de pâte de verre et éléments 2 X 2 les constituant.

Elle vise à fixer :

- la composition et les caractéristiques essentielles de la mosaïque de pâte de verre ;
- la constitution des panneaux de mosaïque ;
- les caractéristiques techniques, physico-chimiques des éléments de pâte de verre et les méthodes d'essais propres à la contrôler ;
- les conditions d'emballage et de marquages des panneaux de mosaïque.

Ce texte remplace la norme **NF P 61-341** de novembre 1975, lui apportant une révision complète.

La nouvelle norme sera mise en ligne prochainement sur Kheox.

TEXTE OFFICIEL
Modification de l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'énergie

L'arrêté du 24 mai 2019, publié au Journal Officiel du 9 juin 2019, définit les opérations standardisées d'économies d'énergie.

Il modifie **l'arrêté du 22 décembre 2014** définissant les opérations standardisées d'énergie. Des fiches sont associées à ces opérations et déterminent les forfaits d'économies d'énergie correspondants ainsi que, pour chaque fiche, la partie A de l'attestation sur l'honneur défini par l'annexe 7 de **l'arrêté du 4 septembre 2014** modifié, fixant la liste des éléments d'une demande de certificats d'économies d'énergie et les documents à fournir par le demandeur.

Par ailleurs, le présent arrêté crée une nouvelle fiche d'opération standardisée PAR-TH-163 concernant la mise en place de conduits d'évacuation des produits de combustion permettant le raccordement de chaudières à condensation.

Ce texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, le 10 juin 2019.

Arrêté du 24 mai 2019 (NOR: TRER1916103A) modifiant **l'arrêté du 22 décembre 2014** définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie.